

À LA UNE

La première Charte des droits de l'homme a été adoptée en 1948

Page B 6



IDÉES

L'impact de l'infotainment

Page B 5



PERSPECTIVES



PHOTOS REUTERS

La première semaine de la campagne électorale fédérale

Harper à fond la caisse

Les conservateurs veulent dévoiler le plus d'idées possible avant Noël pour alimenter les discussions pendant les Fêtes

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — La première semaine de campagne aura été dominée par le Parti conservateur, qui a réussi à s'imposer — positivement ou négativement — dans les médias avec ses diverses annonces. Il aura fait la première page des journaux du pays trois jours de suite.

Tout a commencé lorsque M. Harper a rappelé son engagement antérieur de rouvrir le débat sur le mariage des homosexuels s'il était élu premier ministre. Il a ensuite proposé d'embaucher un directeur indépendant des poursuites publiques qui aurait pour mandat d'intenter des poursuites judiciaires au nom du gouvernement. Il s'agissait de ramener le scandale des commandites sur la scène: les conservateurs reprochent au gouvernement libéral de Paul Martin de n'avoir entamé aucune poursuite contre le Parti libéral du Canada, blâmé par le rapport Gomery. Enfin, coup d'éclat, M. Harper a promis de réduire la TPS de 7 à 5 % au cours de son mandat.

Ces promesses et annonces n'ont pas toutes été accueillies positivement, loin de là. La perspective de rouvrir le débat



sur le mariage des couples de même sexe a suscité de nombreux commentaires négatifs dans les journaux, principalement la presse canadienne-anglaise. L'idée de doter le gouvernement fédéral d'un directeur des poursuites publiques a été assombrie par les déclarations du numéro deux du parti, Peter MacKay, qui a affirmé que cet avocat n'aurait pas de pouvoirs rétroactifs qui

lui permettraient de rouvrir le dossier des commandites et que son champ d'action serait limité. Enfin, la promesse de réduire la taxe a été dénoncée par tous les adversaires politiques de M. Harper ainsi que par certains économistes (la communauté des sciences économiques n'est pas unanime sur cette question), ceux-ci y voyant une mesure davantage profitable à la classe moyenne supérieure plutôt qu'aux personnes les plus pauvres.

N'empêche, l'équipe de M. Harper se dit satisfaite de sa semaine. «La seule stratégie possible consistait à parler rapidement des mariages gais pour pouvoir passer à autre chose ensuite», a expliqué quelqu'un dans l'entourage du chef. «Pour le reste, il s'agit plutôt de mettre en avant nos priorités, les gros morceaux de notre programme, dès le début. Comme ça, les gens vont pouvoir en parler pendant le temps des Fêtes. On veut montrer qu'on a de bonnes idées et qu'on est prêts à gouverner.»

Les réalisations de Paul Martin
C'est justement la stratégie inverse qu'a adoptée le Parti libéral de Paul Martin. La campagne se mène au ralenti, aucune promesse particulière n'ayant été formulée. «On voulait montrer nos réalisations, a expliqué une des stratégies de la campagne libérale. La campagne est longue. On n'est pas obligés de tout annoncer dans la première semaine comme le fait le Parti conservateur.»

Les libéraux ont d'ailleurs dévoilé hier leurs six publicités télévisuelles misant sur les réalisations du gouvernement de Paul Martin. Des titres de quotidiens ayant pour thèmes l'économie, la santé et le bois d'œuvre s'y succèdent. Une voix féminine conclut: «Il n'y a rien de mineur dans les réalisations du gouvernement minoritaire de Paul Martin.» Cette publicité n'existe qu'en version anglaise.

Une autre publicité, toujours en anglais, met en scène de jeunes personnes qui expliquent pourquoi elles appuient le



Parti libéral. En rafale, un jeune homme d'allure urbaine y mentionne le respect de la Charte des droits alors qu'une femme parle de l'importance de protéger les droits des femmes; une femme noire affirme ensuite qu'il faut respecter l'égalité tandis qu'une autre aux traits méditerranéens parle du respect des droits.

Campagne de peur pour éloigner les électeurs de Stephen Harper? «Il ne faut rien voir de précis, a répondu la stratégie libérale. Il s'agit d'exposer nos réalisations et de rappeler les valeurs que nous représentons.»

Paul Martin a choisi son thème de campagne, celui de l'économie, mais son message est arrivé à un bien drôle de moment lorsqu'il s'est rendu à Cornwall alors que cette ville vient d'apprendre la fermeture, en mars prochain, de l'usine Domtar et la perte de 910 emplois.

La campagne du chef libéral a également été assombrie par des événements imprévus qui ont accaparé l'at-

tention médiatique. Alors que Paul Martin présentait son candidat vedette Marc Garneau tout en invitant les militants à tourner la page sur le dossier des commandites, Jean Chrétien a déposé sa contestation judiciaire du rapport Gomery devant la Cour fédérale. Puis, son autre candidat vedette, Michael Ignatieff, a rencontré un comité de réception peu flatteur, formé de ses propres militants libéraux torontois, à sa première sortie partisane.

Plusieurs membres du parti dans la circonscription d'Etobicoke-Lakeshore s'opposent à ce candidat «parachuté» par le parti alors que deux autres personnes entendaient se présenter à l'investiture. Leurs candidatures ont été jugées non conformes puis rejetées. En outre, on reproche à M. Ignatieff d'avoir écrit dans un livre que l'indépendance ukrainienne rappelle l'image de «paysans en chandail brodé, de musiques ethniques nasillardes, de Cosaques bottés à l'air douteux et d'antisémites forcés». Or la communauté ukrainienne est très importante dans cette circonscription.

VOIR PAGE B 2: HARPER



« On veut montrer qu'on a de bonnes idées et qu'on est prêts à gouverner. »

Améliorez vos perspectives de carrière!

Cet hiver, découvrez nos populaires programmes en gestion qui vous prépareront à poursuivre d'autres études ou à amorcer une nouvelle carrière. De plus, vous aurez l'occasion de côtoyer des étudiants motivés du Québec et d'ailleurs qui, comme vous, sont déjà sur le marché du travail. L'inscription aux cours offerts le soir débute le 12 décembre 2005.

Gestion de projets

Inscrivez-vous à notre populaire programme en gestion de projets! Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi. Les cours sont offerts une fois par semaine, en soirée, du 11 janvier au 7 juin 2006. Le contenu de ce programme est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®).

Technologies de l'information

Un environnement et une qualité de formation exceptionnels — Une mise en application systématique des sujets enseignés dans des laboratoires de pointe — Des cours du soir ou de fin de semaine menant à des certifications professionnelles en gestion de réseaux (Cisco, Linux, Microsoft) et en programmation (Java).

Programme d'anglais intensif

Du 16 janvier au 17 mars 2006, développez les connaissances linguistiques et les habiletés communicationnelles nécessaires pour atteindre vos objectifs professionnels, universitaires ou sociaux. Obtenez le Certificat de compétence en anglais attestant d'un véritable niveau avancé de compétence, tant à l'oral qu'à l'écrit.



PERSPECTIVES



Jean Dion

Heureusement, ici, c'est Peps

Vous, bodhisattva à gogo à la puissance n ou n signifie «non mais qu'est-ce qu'il raconte celui-là», vous qui avez fondé le Parti sans laisser d'adresse, vous maniez les concepts politiques comme d'autres la cuillère à bois qui brasse le sucre à crème qui corrode l'email d'une campagne électorale sur laquelle on tente de se faire les dents. Ma question est donc la suivante: de qu'est-ce?

— Et c'en est une excellente, mon indécis. Mais d'abord, je dois te prévenir que, comme je sais désempêcher la réalité comme pas un et vois donc comment les choses sont pour de vrai, j'ai de plus en plus tendance à me réfugier hors de celle-ci. Je vis ailleurs, là où, entre autres phénomènes, le Nouveau Parti démocratique reconnaît qu'il n'est finalement plus si Nouveau que ça et change de nom pour Parti démocratique mature mais relativement bien conservé (MBFWCDP), où le Parti conservateur est plus occupé à conserver qu'à parler sans arrêt de foutu changement et où le but d'Alain Côté était bon.

Et il y a plus. Dans cet ailleurs, je peux à ma guise faire des conjectures complètement flyées: par exemple, essayer de trouver, si le Bloc québécois n'existait pas, pour qui voteraient les citoyens du Québec. Libéral ou conservateur? Pas facile, n'est-ce pas, mais tout à fait en mesure d'animer une joyeuse discussion à l'occasion d'un cocktail mondain. Bon, bien sûr, ici, tu vas me dire: oui, mais si le Bloc n'existait pas, c'est que l'accord de la substance du Lac-Meech plus aurait été entériné. Et si l'accord avait été entériné, il n'y aurait pas eu de référendum en 1995. Et s'il n'y avait pas eu de référendum, il n'y aurait pas eu de programme de commandites. Et s'il n'y avait pas eu de programme de commandites, il n'y aurait pas eu de scandale des commandites. Et s'il n'y avait pas eu de scandale, tout le monde aurait voté pour le Parti libéral. Ce à quoi je répondrai ceci: si Meech avait passé, Jean Chrétien l'aurait sans doute démolé, et on serait rendu exactement au même point qu'aujourd'hui, mais sans le Bloc, ce qui signifie qu'au lieu de prétendre que je raconte n'importe quoi, tu devrais reconnaître que je suis un visionnaire rétroactif. Te dire, il m'arrive même de rêver qu'il y a encore des créditistes. Ils étaient beaucoup plus divertissants que les faces de carême qu'on a actuellement. J'entraperçois d'ici le slogan de campagne: «Heureusement, ici, c'est la planche à billets». (En passant, j'ai un collègue qui soutient que le tout ressemble à «Ici, c'est Peps», mais je pense qu'il est un peu colonisé.)

Cela étant, je suis effectivement la réalité. Voilà un des motifs pour lesquels je me réjouis considérablement de la candidature de Marc Garneau sous les couleurs du Parti libéral du Canada.

— Vous n'êtes tout de même pas un supporter du PLC, vous qui avez fondé le Parti s'a brosse?

— Non, mon ne sait pas, mais je suis allé faire un tour du côté du site Internet libéral fédéral, et tu sais ce qu'on peut y lire en noir et blanc, comme disait le poète, à propos de Marc Garneau? Voici: «Son charme et son expérience nous font croire qu'il vient vraiment d'un autre monde.» Je me sens, vois-tu, comme une communauté d'esprit.

— En effet, vous qui avez fondé le Parti pour veiller tard, vous appréciez qu'on parte en orbite en votre éthylique compagnie.

— Pas de médisance, mon refus de répondre. Admire plutôt la logique déductive. Ainsi, cette semaine, M. Garneau a déclaré: «Les commandites, c'est réglé.» Certes, tu entends pareille assertion et tu songes dans ton sémaphore intérieur, ainsi nommé parce qu'il est difficile à décoder: holà, un instant, ça ne se passera pas comme ça. Mais ensuite, tu suis une démarche protolibérale: Paul Martin avait promis des élections 30 jours après le rapport final du juge Gomery, or des élections ont été déclenchées, ergo le rapport final du juge Gomery a été déposé il y a un mois, ergo les commandites, c'est réglé. Moi, je dis: chapeau. Et c'est d'autant plus indiqué que Paul Martin refuse de répondre aux questions portant sur les commandites.

— Vous pensez vraiment que c'est réglé, vous qui avez fondé le Parti de rien?

— Mets-en de la sauce. Tout comme est réglée la question de la TPS: elle a été abolie, c'était écrit dans le Livre rouge du Parti libéral de 1993, et moi, je crois aux promesses électorales, surtout quand, comme à ce moment ici, on en est rendu à plus de 125 milliards de dollars d'engagements. A ce sujet, mon plutôt satisfait, si tu étais allé te balader dans la région du site Internet du Parti conservateur au lieu de bloguer sur le dixième anniversaire du départ de Patrick Roy, tu y aurais vu reproduite une citation de Paul Martin remontant à 1989: «Cette taxe est stupide, inepte et incompétente.» Toi, c'est ton affaire, mais moi, une taxe incompétente, je te virerais ça au p.c. (façon de parler).

D'ailleurs, je tiens à faire une petite précision ici: citoyens/électeurs, on tente de vous enduire d'erreur mathématiquement. Dans son allocution, Stephen Harper a dit qu'il allait d'abord faire passer la TPS de 7 à 6 %, soit «une diminution de 1 %», avant de la diminuer à 5 %. Ben c'est faux. Si la taxe de 7 % était réduite de 1 %, elle passerait à 6,86 %, pour des raisons aussi complexes que la politique du PC en matière de mariages gais et dont je te fais grâce pour pas que les lecteurs sautent direct aux mots croisés. En fait, c'est d'un point de pourcentage qu'il aurait fallu parler.

— Mais vous croyez, vous qui avez fondé le Bloc & Decker, qu'un détail comme celui-là peut compromettre l'élection des conservateurs?

— Non, mon tout à fait en désaccord, puisque, je te l'ai dit, la TPS a été éliminée par le gouvernement Libéraux. Oui oui, c'est exact, va faire un tour du côté français du site www.lpco.ca: tu y verras combien est actif le «Parti Libéraux du Canada (Ontario)». Une autre preuve de la croissance de la francophonie canadienne sous l'administration Libéraux. Mais je crois en un signe fondamental: Kim Campbell s'est dite d'avis que les conservateurs perdront les élections. Or quelqu'un sait de quoi il parle en ce domaine, je te laisse là-dessus, pas besoin de chercher plus loin.

jdion@ledevoir.com

La mémoire du Bloc

Le parti souverainiste cherche à garder l'équilibre entre le terroir et le Québec pluraliste

Malgré son discours sur le nationalisme civique, qu'il a développé depuis cinq ans, le Bloc québécois a lancé cette semaine sa thématique aux accents du terroir. Fait-il ainsi preuve d'incohérence ou de réalisme politique? La formation continue surtout à chercher un équilibre entre les racines du mouvement souverainiste et l'ouverture à l'autre.

KATHLEEN LÉVESQUE

Au premier jour de cette longue campagne électorale de 56 jours, le chef bloquiste Gilles Duceppe a participé à l'assemblée d'investiture du député Maka Kotto. Il s'agissait d'un geste symbolique sur le ton du nationalisme civique. «Pour nous, au Bloc, un Québécois c'est toute personne qui habite au Québec, quels que soient l'âge, la race, la couleur, la région, homme ou femme. Sans exception, nous sommes tous des Québécois et des Québécoises. [...] Depuis trop longtemps, les libéraux prennent le vote des Québécois issus de l'immigration pour acquis. Ils se trompent. Ce n'est plus vrai», a lancé alors M. Duceppe.

Dans cette volonté de dessiner les contours d'un Québec pluraliste, l'ancien chef du Parti québécois, Bernard Landry, qui prenait part à l'événement, a renchéri: «Maka, tu as prouvé par ce que tu es et par tes agissements et ton amour du Québec que le Québec n'est pas, fort heureusement, une société multiculturelle. Ta culture est la mienne; la mienne est la tienne.»

Le lendemain, le Bloc québécois dévoilait son slogan (*Heureusement, ici, c'est le Bloc*) et les affiches du chef avec en arrière-plan, dans une version campagnarde et traditionnelle, un petit village enneigé. Du coup, c'était la fibre identitaire que l'on faisait vibrer.

Jacques Beauchemin, professeur de sociologie à l'UQAM, constate la difficulté pour le Bloc de rendre compte sur le terrain politique de ces deux pôles, non pas en les confrontant mais plutôt en les présentant en même temps. La situation traduit très exactement la tension dans laquelle se retrouve le discours souverainiste québécois: il faut en même temps faire adhérer les «non-Canadiens français de souche» au projet souverainiste et ne pas nier les véritables origines de cette volonté de faire du Québec un pays.

«Le grand paradoxe du discours nationaliste québécois, c'est qu'on peut difficilement montrer aux Québécois la pertinence de la souveraineté du Québec sans faire référence à une certaine histoire, à une certaine mémoire et donc à un certain pathos. [...] Le Bloc veut désigner le «ici» du Québec, alors on se rabat sur des icônes qui sont assez simples à comprendre. Il n'y a pas de contradiction mais une tension», explique M. Beauchemin.

Le militant souverainiste Mathieu Bock-Côté, qui a fait partie à une autre époque de l'équipe jeunesse du Bloc québécois, n'y voit pas non plus d'incohérence. Selon lui, que le Bloc tienne un certain discours et prenne une voie pour son image électorale relève plutôt du réalisme politique en période électorale.

«À partir du moment où la politique reprend ses droits, c'est-à-dire la nécessité de gagner, on revient au nationalisme historique, de la mémoire, centré sur l'identité. Ils ont beau nous dire que le Québec au complet ressemble au Plateau Mont-Royal, dans les faits, il y a une réappropriation des thèmes traditionnels, avec entre autres un paysage d'un petit village. La pré-campagne s'est même faite sur le thème



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Gilles Duceppe lors du lancement de la campagne électorale du Bloc québécois.

de «Je me souviens», alors que la devise est très critiquée au sein du mouvement souverainiste. On voit l'écart entre un discours qui tourne un peu à vide et l'appel très naturel aux symboles, à la mobilisation, ce qui correspond aux fibres identitaires québécoises», affirme M. Bock-Côté.

Dix ans après la déclaration de Jacques Parizeau qui a entraîné une redéfinition du nationalisme qui, pour être celui de tous les Québécois, ne devait plus être celui de la majorité française, le mouvement souverainiste jongle avec un discours épuré de références identitaires. A son congrès de janvier 2000, le Bloc a adopté une déclaration de principe qui a donné un élan aux droits individuels plutôt qu'aux droits collectifs.

Mathieu Bock-Côté associe cette période à un dérapage intellectuel, qui a démontré un nationalisme qui a mauvaise conscience. «Il y a eu des années de folie où on a multiplié les

signes pour ne plus avoir l'air de ce qu'on était. Si le retour de certains symboles peut annoncer une réapparition lente des préoccupations à l'intérieur du discours souverainiste, c'est approprié dans la conjoncture», croit-il.

Jacques Beauchemin abonde dans ce sens. «Il y a un excès possible dans la négation de l'histoire de la majorité franco-québécoise. Des fois, on n'est pas très loin de ces excès-là, rappelle Jacques Beauchemin. [...] Le tragique du nationalisme québécois, c'est de défendre l'idée d'une nation au sens classique du terme dans un contexte socioéconomique qui s'est complètement transformé», explique M. Beauchemin.

Le chef du Bloc québécois se défend de se montrer frileux et de mettre de côté le passé qui appelle un redressement des torts chez beaucoup de souverainistes. «Reconnaître ce qu'on est devenu, ce n'est pas nier le passé. On était des Canadiens, puis des Canadiens, puis des Canadiens français, puis des Québécois. On n'est pas frileux du tout. Au contraire. Ceux qui sont frileux, ce sont ceux qui à Ottawa refusent de reconnaître la fête nationale des Québécois et qui en sont restés à la fête des Canadiens français», a soutenu M. Duceppe en conférence de presse jeudi dernier.

Il a donné l'assurance qu'il est fier du passé des Patriotes, qui réclamaient que les autochtones et les Juifs aient le droit de vote. «Mais on évolue. Comme les Français ne sont plus des Étrusques [sic]», a-t-il dit pour clore le sujet.

En mai dernier, le ministre Pierre Pettigrew constatait que le nationalisme avait évolué dans la pure tradition trudeauiste. «M. Pettigrew a illustré le danger que j'évoque, indique M. Beauchemin. Plus le nationalisme québécois ne se définira que dans la perspective du nationalisme civique, plus il va ressembler au projet canadien. Pourquoi faire la souveraineté si c'est pour re-

connaître à tous les Québécois leurs droits? C'est déjà fait. Ce n'est pas une nation opprimée dans le contexte canadien.» Puis Jacques Beauchemin rappelle que «le projet de la souveraineté trouve sa pertinence dans son rapport à la mémoire. Il faut l'assumer». Mais il voit bien que le Bloc québécois préfère «prendre le risque d'un discours plate, dramatisé, plutôt que de se faire accuser de jouer de la mémoire».

Le Devoir



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

Gilles Duceppe a été accueilli par des partisans cette semaine dans le comté Brossard-Laprairie.

HARPER

SUITE DE LA PAGE B 1

Quant à Gilles Duceppe, il est resté à Montréal pour la première semaine de campagne, y dévoilant sa plateforme et son slogan électorale, y compris la proposition de créer une équipe de hockey québécoise. Cette suggestion a fait soulever la presse canadienne-anglaise. Même Don Cherry, le coloré commentateur de hockey, y est allé de quelques mots, quoique prudents. «Si je disais que je ne sais pas si cette équipe serait bonne mais qu'il y aurait beaucoup de visières, pouvez-vous imaginer la tempête?», a-t-il lancé au *Globe and Mail*. Don Cherry a

déjà été critiqué par le passé pour avoir traité de mauviettes les hockeyeurs québécois et européens parce qu'ils sont plus nombreux à porter une visière.

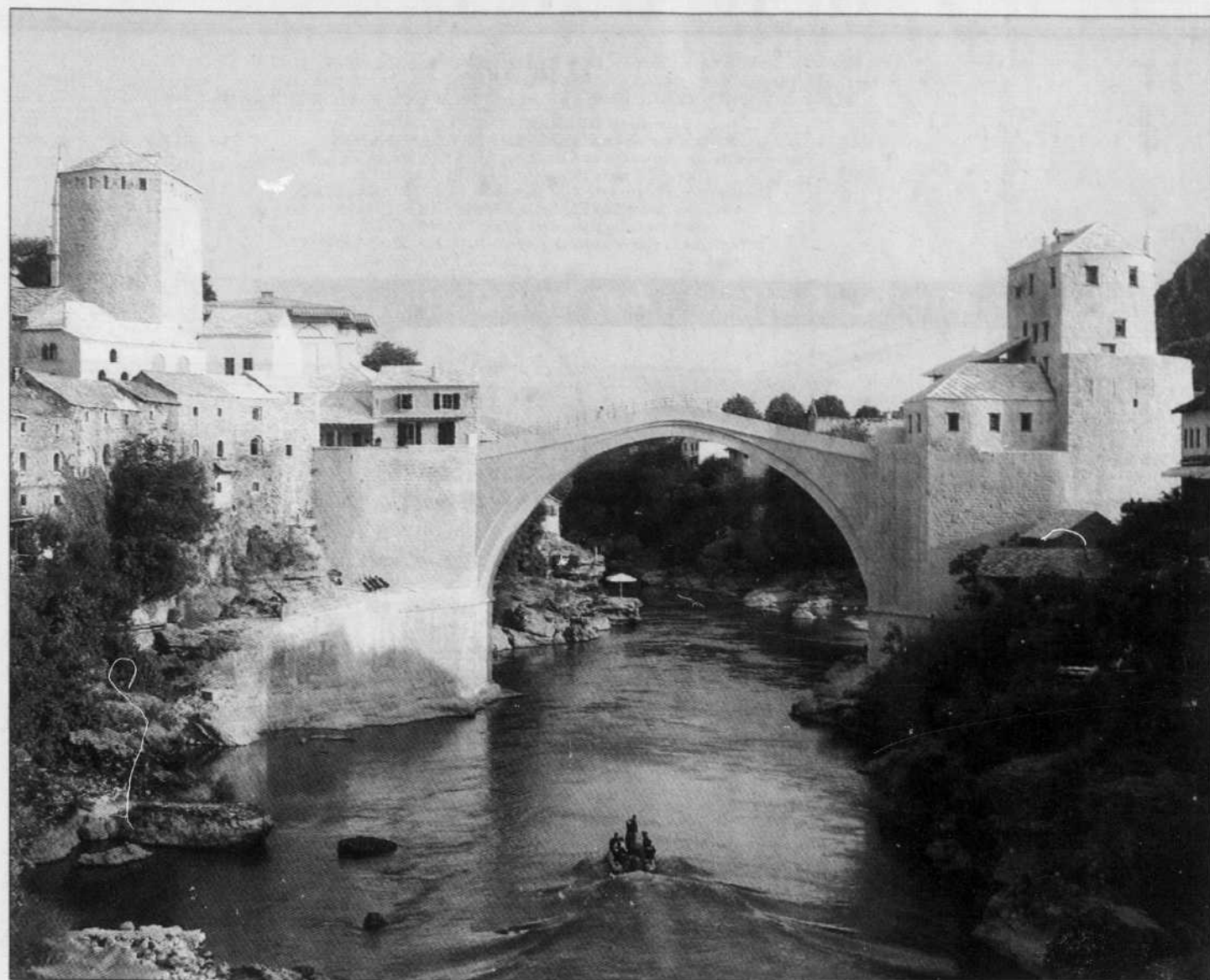
Le NPD, enfin, a lancé sa campagne en ciblant les circonscriptions où il avait terminé deuxième aux dernières élections: Oshawa et Sault-Sainte-Marie, notamment. Le message: si vous croyez au NPD, votez NPD et oubliez la stratégie consistant à voter libéral pour barrer la route au Parti conservateur. «Le vote stratégique ne marche pas!», a expliqué un stratège néo-démocrate. «Sur les 12 circonscriptions où nous avons terminé en deuxième place par moins de 1000 voix, sept

sont allées aux conservateurs. Ça ne marche pas! Si vous votez pour le NPD, par contre, vous aurez des députés néo-démocrates.»

Le chef Jack Layton a toutefois été contredit par le syndicaliste Buzz Hargrove, généralement acquis au NPD, qui a ouvertement souhaité l'élection d'un gouvernement libéral minoritaire fort avec beaucoup de députés néo-démocrates. «Nous devons nous assurer de ne pas donner plus de pouvoir à M. Harper», a-t-il lancé lors de l'assemblée générale annuelle des Travailleurs canadiens de l'automobile.

Le Devoir

♦ PERSPECTIVES ♦



Le pont de Mostar a été reconstruit. Long de 29 mètres, il avait été érigé au XVI^e siècle avant d'être détruit il y a 12 ans.

DANILO KRSTANOVIC REUTERS

Les accords de Dayton dix ans plus tard

La longue marche bosniaque vers la paix

À la clé, une carotte: l'intégration de la Bosnie à l'Union européenne

Il y a dix ans, l'accord de paix de Dayton mettait fin à la guerre en Bosnie, le pire conflit à survenir en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Entre les risques toujours présents de partition et l'idéal d'une société harmonieusement multiethnique, les leaders serbes, musulmans et croates de la Bosnie viennent de décider, sous pressions américaines, de «réparer» les défectuosités de Dayton. État des lieux d'un pays pacifié mais toujours divisé.

GUY TAILLEFER

La Bosnie a indéniablement fait du chemin depuis ce 21 novembre 1995 où l'accord de paix signé à la base aérienne de Dayton, en Ohio, obtenu après des bombardements massifs de l'OTAN sur les forces serbes à Sarajevo, a mis un terme à une guerre civile et régionale qui avait fait 260 000 morts en trois ans et demi de guerre et déplacé deux millions de personnes, chassées de leurs maisons par les haines interethniques. Il y a les symboles: des églises catholiques ont été reconstruites là où des Croates vivaient avant le début du conflit alors que des centaines de mosquées, dynamitées par les Serbes, sont réapparues sur les ruines. A Mostar, le pont ottoman datant de 1566 qui avait été détruit dans les affrontements entre Croates et Bosniaques musulmans en 1993 a été rénové et rouvert l'année dernière. La nouvelle, censée illustrer la réconciliation, a été brièvement relevée par nos médias.

Sur le plan institutionnel, les 3,2 millions de citoyens bosniaques partagent aujourd'hui le même passeport et la même monnaie. Ils voyagent librement et de façon sécuritaire partout dans le pays, de Banja Luka à Sarajevo ou Srebrenica. L'intégration des différentes armées est maintenant chose faite et la réforme de la police progresse, encore que laborieusement. Les troupes de l'OTAN déployées au lendemain des accords comptaient 60 000 soldats; leur nombre n'est plus que de 6000.

Il y a deux semaines, sur les ondes de PBS, la télévision publique américaine, Richard Holbrooke, ancien ambassadeur des États-Unis aux Nations unies sous le président démocrate Bill Clinton et un des principaux architectes des accords de Dayton, pavaisait: «Personne au monde n'aurait pu prédire que nous connaîtrions un tel succès. Il n'est pas exagéré d'affirmer que cet accord de paix a été un succès, peut-être même le plus grand depuis l'entente de Camp David en 1978 [entre Israël et l'Égypte].» Et M. Holbrooke d'envoyer des piques au président George W. Bush: «Contrairement à l'Irak, nous avions un plan d'après-guerre pour bâtir la paix.»

Les failles de Dayton

Non pas que Dayton ait été sans failles. «Nous savions dès le départ que l'accord était imparfait», reconnaît M. Holbrooke. La guerre a éclaté en 1992 après que la Bosnie (la Bosnie-Herzégovine, pour être plus précis), suivant l'exemple de la Slovénie et de la Croatie, eut déclaré son indépendance de la Yougoslavie, alors sous la poigne de Slobodan Milosevic (dont le procès se poursuit toujours devant le tribunal pénal de La Haye). Dans l'urgence et dans le contexte de la désintégration accélérée et violente de la Yougoslavie, dans la foulée aussi de l'effondrement de l'Union soviétique, les négociateurs de Dayton arrachent un compromis politique aux belligérants par lequel est créée une présidence tournante tripartite où Serbes, Croates et Bosno-musulmans se relaient au pouvoir à Sarajevo. L'accord sépare en outre la Bosnie en deux entités: la Fédération croato-musulmane et la Republika Srpska (RS, entité serbe), chacune avec son gouvernement.

Dayton avait délibérément créé un État central faible en Bosnie et confié des pouvoirs quasi impériaux au bureau du haut représentant de l'Union européenne (UE). Le temps est maintenant venu, ont décidé les Américains et les Européens, de donner progressivement leur souveraineté aux Bosniaques. L'objectif, dans le cadre des négociations constitutionnelles officiellement lancées le 22 novembre à Washington par la secrétaire d'État Condoleezza Rice, consiste à créer une présidence unique, dotée d'un premier ministre et d'un parlement aux pouvoirs renforcés sur l'ensemble du pays — en espérant que ce «Dayton plus» contribue à effacer les apartheid ethniques qui, dans les faits, se sont perpétués. L'échéancier, serré, prévoit que ces pourparlers intra-bosniaques aboutissent en mars et soient suivis d'élections générales en novembre 2006.

A la clé, la communauté internationale brandit une carotte sous la forme d'une carte de membre de l'Union européenne, ce qui fait saliver l'ensemble de la classe politique. L'Europe des 25 vient de donner son feu vert à l'ouverture des discussions sur l'intégration de la Bosnie. C'est une stratégie de longue haleine qui vise à enserrer les parties dans un processus de démocratisation et de réformes de manière à ce qu'elles ne puissent plus reculer.

Il y a loin de la coupe aux lèvres: l'économie est faible et la part du secteur informel est importante, le taux de chômage atteint 43 %, les impératifs de transparence et de bonne gouvernance butent sur la corruption et le crime organisé. Sans compter qu'à brève échéance, a prévenu la communauté internationale, la question de l'intégration européenne ne pourra pas véritablement progresser tant que n'auront pas été livrés à la justice internationale ces deux Serbes tristement célèbres que sont Radovan Karadzic et Ratko Mladic, accusés de génocide et de crimes contre l'humanité pour avoir notamment été impliqués dans le massacre de 7000 hommes musulmans à Srebrenica en juillet 1995.

Une paix hollywoodienne

L'enthousiasme de M. Holbrooke n'est pas unanimement partagé, loin de là. Pour Nerma Jelacic, directeur à Sarajevo du Balkan Investigative Reporting Network, les succès de la reconstruction des dernières années ne sont en fait rien de plus que «des décors de Hollywood». Cité par *The Economist*, il ajoute ceci: «Les institutions communes sont à deux dimensions: elles sont sans substance.» Le politologue Senad Slatina approuve: «Elles sont si fragiles qu'elles pourraient s'effondrer à la moindre tension.» Mostar est la seule ville bosniaque véritablement mixte. Peu de Serbes y sont retournés après la guerre. Les musulmans vivent d'un côté de la ville, les Croates de l'autre. «Les écoles sont séparées et les gens ne se mêlent pas», écrit le correspondant de *The Economist* qui a circulé entre Banja Luka, Sarajevo et Zitomislic, une ville près de Mostar. «L'après-guerre n'a pas renversé le phénomène du nettoyage ethnique, conclut-il. La guer-

re a accéléré l'urbanisation et les villes sont largement dominées par l'un ou l'autre des groupes ethniques.» C'est pourquoi, entend-on dire, il faut prendre avec un grain de sel les chiffres optimistes présentés par l'ONU sur le retour des déplacés à leur lieu d'origine comme signe de réconciliation multiethnique.

Il n'y a peut-être pas plus pessimiste que Mirjana Kasapovic, politologue croate à Zagreb, pour ce qui concerne la suite des événements. Elle dénonce «l'illusion [d'une société harmonieusement multiethnique] qui court sur le marché politique des idées à propos de la réforme du régime de Dayton». Une illusion en forme de nostalgie pour la Bosnie-Herzégovine socialiste d'avant-guerre: «Bien au contraire, elle a été, au long des siècles de son histoire, une société religieusement et ethniquement divisée en profondeur, où les trois communautés — Croates catholiques, Bosniaques musulmans et Serbes orthodoxes — ont vécu dans des sociétés parallèles.»

Mme Kasapovic prédit que la RS pourra continuer d'exister et de renforcer ses prérogatives sous Dayton II. A côté, dit-elle encore, la Fédération croato-musulmane deviendra de plus en plus exclusivement musulmane; les habitants d'origine croate n'y sont plus que 400 000 alors que Zagreb leur accorde automatiquement la citoyenneté en Croatie depuis l'indépendance. Dans ces conditions, croit-elle, la Bosnie, devenant à terme un État serbo-musulman, finira probablement par éclater.

« Personne au monde n'aurait pu prédire que nous connaîtrions un tel succès »

Fragilité régionale

La grande entreprise de nation building en Bosnie repose au demeurant sur une délicate gestion des tensions à l'échelle des Balkans, où l'ultranationalisme demeure à fleur de peau. Il n'est pas impensable que le Monténégro se sépare de la Serbie à la suite d'un référendum qui pourrait être déclenché l'année prochaine. Et si, pour l'instant, les leaders de l'entité serbe de la Republika Srpska ont enterré leur rêve de Grande Serbie (avec capitale à Belgrade) pour embrasser celui de l'Europe, de quelle manière les négociations qui viennent de s'ouvrir en parallèle sur le «statut final» du Kosovo, où la majorité réclame l'indépendance, influenceront-elles leur position? Certains en Serbie et en Bosnie laissent entendre que si la Serbie perd le Kosovo, le territoire de la RS, qui enclave la Fédération croato-musulmane, devrait lui être rattaché en compensation.

Par la Bosnie passe la stabilité de toute la région. Aussi, Mme Rice déclarait il y a deux semaines qu'«une excellente occasion» s'offrait «de rétablir la sécurité, de créer une véritable démocratie en Bosnie et de faire en sorte qu'une véritable réconciliation prenne forme dans les Balkans». Vue de l'esprit? La balle est dans le camp européen, le désengagement de Washington s'étant accéléré depuis les attentats du 11 septembre 2001 et l'invasion de l'Irak. Parallèlement, l'échec de l'UE dans les Balkans au cours des années 90 — ce qui avait forcé les États-Unis à venir à la rescousse — a fait prendre conscience aux Européens de la nécessité de développer une politique étrangère et sécuritaire qui leur soit propre. Ainsi que l'affirmait en septembre dernier Javier Solana, haut représentant pour la politique étrangère et la sécurité commune de l'Union européenne, les Balkans, «plus que toute autre région du monde, sont une responsabilité européenne. Nous n'avons tout simplement pas les moyens d'échouer.»

Le Devoir



Michel David

Les petits détails

Les petits détails qu'on néglige sont souvent plus révélateurs d'un état d'esprit que les grandes déclarations dont chaque mot est soupesé par de brillants stratèges qui ont dépensé une fortune en sondages et en focus groups pour en mesurer l'impact.

Du passage de Stephen Harper à Québec, ce n'est pas la promesse de créer un nouveau poste de directeur des poursuites publiques indépendant du gouvernement qui a retenu l'attention mais l'attitude méprisante du chef conservateur envers ses propres candidats. En commençant sa campagne au Québec, il voulait sans doute démontrer toute l'importance qu'il lui accorde, mais il a envoyé le signal inverse.

Dans une campagne électorale, où les chefs de parti sont soumis à un stress incessant, les bavures sont inévitables. Si M. Harper avait tout simplement oublié de présenter ses candidats, on aurait toujours pu invoquer la nervosité d'un début de tournée dans une langue qu'il ne maîtrise pas. Le problème est qu'il ne connaissait même pas leur nom.

Quand un journaliste lui a demandé de les identifier, il l'a aussitôt renvoyé à ses adjoints. «Notre organisation va vous donner une liste», a-t-il dit. Il serait préférable qu'il en ait lui-même une en poche.

On peut présumer qu'il connaissait Josée Verner, candidate dans Louis-Saint-Laurent, qui travaillait à son bureau et représente probablement le seul véritable espoir de victoire conservatrice au Québec, mais il aurait été encore plus gênant de ne présenter qu'elle. Pouvez-vous imaginer que M. Harper commette un tel impair à Toronto?

En toute justice, il faut reconnaître que le chef conservateur a fait de gros efforts pour être plus présent au Québec depuis les élections de juin 2004, mais il semble y être aussi à l'aise que dans un champ de mines. Où qu'il soit, il semble toujours avoir envie d'être ailleurs, direz-vous. Tout le contraire de Jack Layton, qui a l'air d'être chez lui partout mais qui n'a pas essayé de prétendre que le Québec était important pour le NPD en s'y précipitant dès la première semaine de campagne.

Même si tout le monde sait que les libéraux n'en ont eux aussi que pour l'Ontario, Paul Martin avait au moins l'excuse de représenter lui-même un comté du Québec. La journaliste de TVA affectée à sa campagne a néanmoins relevé un autre de ces détails aussi embarrassants que révélateurs lors de l'assemblée que le PLC a tenue à Laval mercredi soir.

Les libéraux, fédéraux aussi bien que provinciaux, ont toujours été particulièrement friands de visites dans les centres d'accueil pendant les campagnes électorales, mais il y a quelque chose de profondément choquant dans cette exploitation de personnes âgées qu'on a attirées au rassemblement libéral sous de fausses représentations.

Simple bavure de la part d'organiseurs trop zélés, objectera-t-on. Peut-être, mais le message était néanmoins clair: le PLC tient pour acquis que les personnes âgées sont nécessairement fédéralistes, donc libérales. Dès lors, il suffit de leur promettre de petits sandwiches pour remplir les salles à peu de frais.

Et même si les sandwiches ne sont pas au rendez-vous, cela n'a aucune importance.

Bien sûr, M. Martin n'était pas au courant de cette scandaleuse indécence, mais elle est très révélatrice de l'utilisation que les libéraux font de la question de l'unité canadienne: elle justifie tout. Le juge Gormey a dénoncé ce qu'il a appelé la culture du «tout m'est dû». Elle s'accompagne du réflexe tout aussi détestable du «tout m'est permis».

Jusqu'à tout récemment, M. Martin avait laissé aux Lapiere et Pettigrew les éruptions d'antiséparatismes primaire, mais le déclenchement des élections lui a fait perdre toute retenue. C'est un terrain sur lequel il a déjà démontré sa capacité de dérapage. Lors de sa seule incursion dans la campagne référendaire de 1995, il s'était couvert de ridicule en déclarant qu'un Québec souverain pourrait perdre un million d'emplois.

D'une manière ou d'une autre, on peut compter sur les libéraux et les conservateurs pour meubler l'espace médiatique au cours des prochaines semaines. À en juger par ce début de campagne, c'est le Bloc québécois qui risque l'essoufflement. Le surf sur le scandale des commandites a tout de même des limites. A moins que la stratégie du Bloc ne consiste précisément à laisser toute la place aux autres partis.

Il a choisi de débaler toute sa plate-forme d'un coup au premier jour de la campagne. Il est vrai qu'on voit mal quel suspense un parti condamné à l'opposition pourrait bien entretenir. Cette fois-ci, même le slogan est d'une banalité navrante.

Remarquez, la plate-forme n'est pas si mauvaise en soi. Elle peut même présenter un certain intérêt si on n'a pas lu celle de 2004. À défaut d'étonner, c'est plein de bon sens et bien documenté. Sauf l'inévitable conclusion sur la souveraineté, reprise comme une litanie, ce programme conviendrait parfaitement à Jean Charest. On y retrouve presque tous les griefs de son gouvernement à l'endroit d'Ottawa.

De ce document de 202 pages, on a surtout retenu cette idée de présenter dès maintenant une équipe nationale du Québec aux tournois internationaux de soccer et de hockey.

Invité à préciser quels joueurs il verrait dans l'équipe de hockey, Gilles Duceppe s'est limité aux gardiens de but. Avec José Théodore, Martin Brodeur et Roberto Luongo, le Québec aurait un super trio de gardiens, estime le chef du Bloc.

C'était compter sans le plus grand admirateur des hockeyeurs francophones, l'ineffable Don Cherry, récemment élevé au rang d'intellectuel numéro un au Canada par les lecteurs du *National Post*. «A-t-il jeté un coup d'œil à leur moyenne dernière?», a-t-il demandé. Dans une ligue qui compte 30 équipes, Théodore, Brodeur et Luongo se classent actuellement aux 22^e, 23^e et 24^e rangs. Le meilleur gardien canadien de l'heure est Curtis Joseph, un Ontarien, a souligné Cherry. Toujours les petits détails.

mdavid@ledevoir.com

É D I T O R I A L

La guerre des impôts

La campagne électorale fédérale est à peine lancée que, déjà, les deux partis susceptibles de gouverner le Canada au lendemain du 23 janvier nous promettent le paradis fiscal avant la fin de nos jours! Tant mieux pour nous, pauvres salariés, mais comment choisir entre un parti qui s'attaque à ce qu'il a lui-même créé et un autre qui défend ce qu'il a longtemps promis d'abolir?

La promesse du chef conservateur de réduire la TPS de 1 % en janvier, puis d'un autre point de pourcentage d'ici cinq ans, a suscité la désapprobation unanime et immédiate des autres chefs de parti. Malgré cette réaction prévisible, les chefs du Bloc, du NPD et du PLC devront reconnaître que M. Harper vient de prendre l'initiative dans une bataille où il est donné perdant. Cela s'explique par le fait que la TPS est une des formes d'imposition les plus visibles, pour ne pas dire les plus agaçantes. À tel point que les commerçants ont appris à jouer sur la mauvaise réputation de cette vilaine taxe, par exemple en offrant à leur clientèle de «payer les deux taxes». Sur le plan électoral, M. Harper a donc visé juste. Sur le plan économique cependant, les choses sont plus complexes.

Le principal argument en faveur de la réduction de la TPS comme mesure d'allègement fiscal est celui de la régressivité des taxes indirectes, qui touchent indistinctement tous les consommateurs, des plus pauvres aux plus riches. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'en créant la TPS, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney l'avait accompagnée d'un crédit annuel qui atteint maintenant 574 \$ pour les ménages dont le revenu annuel s'élève à moins de 30 000 \$. Réduire cette taxe favoriserait tous les consommateurs mais surtout ceux de la classe moyenne, qui dépensent la quasi-totalité de leurs revenus sans avoir droit au crédit de TPS.

Malgré cela, s'il faut choisir entre la diminution de la TPS et la baisse des impôts personnels, la seconde approche est encore plus équitable et surtout plus efficace sur le plan économique. Plusieurs raisons justifient cette affirmation.

Au chapitre de l'équité, il suffit de réduire les taux d'imposition de la catégorie de revenus qu'on veut favoriser pour atteindre l'objectif. L'avantage de cette approche, c'est qu'elle encourage le travail, fortement pénalisé par l'impôt, et laisse aux gens le choix entre dépenser ou épargner.

Pour ce qui est de l'efficacité économique, on constate à l'heure actuelle que les dépenses des ménages canadiens sont à ce point considérables qu'il y a un risque d'inflation. Leur taux d'épargne est si bas et leur niveau d'endettement si élevé que la moindre hausse des taux d'intérêt en accablent plusieurs à la faillite. Dans ces conditions, il devient illogique de proposer une mesure qui aurait pour effet de stimuler davantage les dépenses et de favoriser l'endettement.

Autre facteur moins visible mais tout aussi sérieux: en réduisant la TPS, on encourage l'achat de produits dont une large portion provient de pays étrangers (surtout la Chine, le Japon et les États-Unis). Pour stimuler notre propre économie, qui repose avant tout sur les exportations, il vaut mieux réduire les impôts de nos travailleurs, ceux de haut niveau comme les autres, à la fois pour les retenir et pour réduire la pression des salaires sur les coûts de production de nos entreprises.

Du temps de Jean Chrétien, les libéraux fédéraux n'ont jamais donné suite à leur promesse d'abolir la TPS parce que cette taxe procure des revenus plus stables que l'impôt sur le revenu et s'avère plus efficace sur le plan économique. Une fois atteint le déficit zéro, le ministre Paul Martin a lui-même convaincu son patron qu'afin d'accroître la compétitivité du Canada, il valait mieux s'attaquer aux impôts sur le revenu, plus élevés ici qu'aux États-Unis. C'est d'ailleurs cette même logique qui avait conduit le gouvernement de Brian Mulroney à introduire la TPS dix ans plus tôt.

Cela étant, qu'on ne s'y trompe pas: si Stephen Harper promet aujourd'hui de réduire la TPS, ce n'est pas parce qu'il a renié le passé et la théorie économique d'un même élan. C'est simplement pour gêner le Parti libéral qui, lui, a renié sa promesse d'éliminer la TPS.

En fait, grâce aux milliards de dollars d'excédents fédéraux prévus pour les prochaines années, M. Harper pourra tout se permettre pendant cette campagne: par exemple, promettre une baisse de la TPS un jour et un programme de réduction des impôts personnels encore plus généreux que celui des libéraux le lendemain. En effet, ce qui agace le plus les conservateurs, ce ne sont pas les baisses de taxes ou d'impôts mais les augmentations de dépenses. Or, des promesses de nouvelles dépenses, Dieu sait qu'on en a entendu de la bouche des ténors libéraux depuis quelques semaines.

Gageons que s'il est élu le 23 janvier prochain, Stephen Harper ne se gênera pas pour annuler bon nombre de ces engagements téméraires au profit de son propre plan tout ce qu'il y a de plus conservateur.

Jean-Robert Sansfaçon

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Le protocole de Kyoto

Le monde n'a pas été créé pour une société industrielle. C'est de cela qu'il s'agit et dont il vous faut prendre conscience. La société industrielle est contraire à la nature et détruit tout. Voyez le saccage de nos forêts.

Voyez le crachin de la fumée des usines qui s'accumule dans l'atmosphère et nous sera rendu sous forme de déluges ou de sécheresses.

Voyez tous ces produits chimiques que l'on déverse dans la nature et qui empoisonnent les sols et les eaux souterraines.

Voyez tout le miracle de la création qui s'assombrit. L'espèce humaine survivra-t-elle à ce gâchis? Qu'advientra-t-il de notre planète?

Il nous faut remettre cette civilisation en question sinon elle nous détruira. Si l'homme vient à disparaître, le temps effacera tout de son passage. Lorsque la vie renaîtra sous d'autres formes, qui donc saura que nous aurons existé?

Raymond Lévesque
Longueuil, novembre 2005

La détresse des enfants donnée en pâture aux consommateurs d'info-spectacle

La réflexion de Jean-Claude Leclerc dans l'édition du 28 novembre du *Devoir*, «La réputation des journalistes - Menaces et solutions», a mis en lumière l'éternelle ambivalence des médias, pris entre leur mission d'information et leur mandat de rentabilité. Cette réflexion trouve écho dans notre domaine où la détresse des enfants est souvent donnée en pâture aux consommateurs d'info-spectacle.

Il est important de souligner que de nombreux journalistes que je côtoie dans mon travail ont une éthique professionnelle et une ri-

gueur dans leur souci d'information. Malheureusement, pour d'autres, la détresse des enfants est une excellente recette pour attirer l'attention et garnir les cotes d'écoute.

Certains accusent les centres jeunesse de se rabattre derrière la confidentialité régie par les lois, dont la Loi sur la protection de la jeunesse, pour refuser de donner de l'information sur la vie privée des enfants, des jeunes et des familles en difficulté. Il est important de rappeler que les journalistes et les médias sont soumis aux mêmes articles de loi.

Il est vrai qu'il nous est impossible de dévoiler une information privilégiée ayant trait à la clientèle; cependant, il est toujours possible d'expliquer les méthodes d'intervention appliquées dans une situation similaire ou de faire ressortir la détresse des enfants aux prises avec une problématique sociale. Ce n'est pas ce que recherchent certaines personnes car cela ne vend pas. En conséquence, au nom du droit à l'«information», il leur faut ajouter un nom à une réalité dépassant souvent la fiction et une interprétation sans nuances où l'intervenant social est incompetent et méchant puisqu'il ne veut rien dire alors que le parent, lui, est la victime impuissante devant une organisation qu'on aime associer à une machine.

Le journaliste-spectacle qui utilise la détresse des enfants et des familles comme un objet porté et jeté n'a d'intérêt pour ces gens que lorsque les projecteurs sont braqués sur lui en s'indignant sur la place publique. Demain, un autre sujet croustillant. Il s'agit d'une façon de faire qui ne vise pas la compréhension mais qui a pour but d'attirer l'attention des spectateurs.

J'encourage les membres et les non-membres de la FPJQ, qui entame son congrès ce week-end, à dénoncer cette manière douteuse de présenter l'information, qui n'apporte aucun gain à la cause de ces enfants en difficulté.

Je tiens aussi à préciser que des journalistes s'intéressent vraiment à ces enfants avec le souci de préserver leur vie privée tout en infor-

mant et en éveillant la conscience du public. Parmi eux, certains prennent même la peine de s'enquérir de leur état dans un but strictement humain. Certains d'entre eux réussissent même à faire changer les choses. Ils ont la sensibilité et l'intelligence nécessaires pour mettre le doigt sur les aspects à améliorer sans démolir les professionnels qui doivent poursuivre leur intervention auprès de ces familles et, surtout, sans miner la confiance du public envers le réseau de protection des enfants.

Judith Laurier
Association des centres jeunesse du Québec
Le 2 décembre 2005

Le Bloc nuit à la souveraineté

Le ministre Benoît Pelletier se fourvoie en grand en alléguant qu'un vote massif pour le Bloc québécois nourrirait l'élan vers la souveraineté. C'est exactement le contraire. Faites le plein de souverainistes à Ottawa et les Québécois trouveront cela tellement commode et «confortable» qu'ils se diront, en petits malins qu'ils sont, qu'ils n'ont pas besoin de faire la souveraineté du Québec puisqu'ils sont «forts» au sein du Canada...

Il en serait d'une telle situation comme il en a été en 1973 lorsque Robert Bourassa, après avoir fait le plein de députés (102 sur 110), a pris la plus belle débarque trois ans plus tard au profit du Parti québécois. Bref, rien de mieux pour susciter l'amour du fédéralisme chez les Québécois qu'un accroissement de la présence bloquistes à Ottawa. Et ainsi, tout le monde sera content: les fédéralistes parce que leur Canada en sera conforté; les souverainistes parce qu'ils seront plus présents (en nombre). Le meilleur des mondes, quoi. L'esayer, c'est l'adopter.

Denis Beaulé
Montréal, le 2 décembre 2005

REVUE DE PRESSE

Premier rôle

Manon Cornéliier

Harper! Harper! Harper! Il n'y a pas de doute, le chef conservateur Stephen Harper a volé la vedette toute la semaine, mais les critiques n'ont pas tous apprécié le spectacle.

Le premier acte — l'engagement de reprendre le débat sur le mariage gai — lui a valu une volée de bois vert, mais aussi des applaudissements. Il était prévisible que plusieurs commentateurs jugeraient le geste mal avisé et Kevin Martin, du *Calgary Sun*, résume bien leur point de vue. Il parle d'un pas en arrière inutile sur une musique que les Canadiens ne veulent plus entendre, ayant des préoccupations plus urgentes. Et en plus, Harper se retrouve à jouer le jeu des libéraux, croit Martin. Il convient que la campagne sera longue, mais il ne croit pas que les électeurs pourront oublier ce premier engagement du chef conservateur qui vise à retirer un droit à une minorité. Son collègue Michael Platt traite carrément Harper de stupide. Il convient que le chef conservateur a fait preuve de franchise mais, pour lui, «Harper est de toute évidence un homme très simple, qui s'en tient à ses convictions sans tenir compte du portrait d'ensemble».

Ce sont deux quotidiens favorables au mariage gai qui sont venus à sa défense. Le *Ottawa Citizen* estime que le chef conservateur, lié par ses engagements antérieurs et le programme de son parti, pouvait difficilement s'esquiver. Il a eu le mérite de traiter les électeurs avec respect en répondant sans détour, même si le contraire aurait été politiquement plus rentable. Le *Edmonton Journal* est du même avis. «Il a fait ce que la plupart des électeurs souhaitent et ce que la plupart des politiciens prétendent devoir être la norme lorsqu'ils s'accusent d'avoir un plan caché: refuser de rester silencieux par opportunisme sur quelque chose de controversé qu'il ferait une fois au pouvoir.» Cela ne signifie pas qu'il faille être d'accord avec ses plans, mais «si nous ne voulons pas que tous

nos politiciens nous servent les mêmes généralités, nous forçant à lire souvent incorrectement entre les lignes, nous ne devons pas les condamner quand ils se risquent à donner des détails honnêtes».

Le deuxième acte du spectacle conservateur — la création d'un poste de procureur indépendant — s'est enlisé dans un cafouillage en plus d'être accompagné d'un impair inouï. Le chef n'a jamais cru bon de présenter ses candidats de la région de Québec. S'il avait fallu que la semaine se termine sur cette note, Stephen Harper serait sorti amoiché au tournant. Mauvaise idée, démonstration d'ignorance crasse des rouages du système judiciaire canadien, improvisation, tout y a passé. Au point où Don Martin, du *National Post* et du *Calgary Herald*, a comparé Harper à son prédécesseur, le gaffeur Stockwell Day.

Mais est arrivé le troisième acte — la promesse de réduire la TPS. Les manchettes, les photos avantageuses et les commentaires ont fait oublier d'un coup le décollage difficile, et tout ça en gardant toujours les conservateurs à la une de presque tous les journaux.

«Oubliez les théories économiques, la promesse de Stephen Harper de réduire la TPS est un coup de génie politique qui a fermement placé les conservateurs en contrôle de l'ouverture de cette campagne électorale», écrit John Ibbitson à la une du *Globe and Mail*. Ibbitson note que cette réduction ne fait aucun sens économiquement. «Mais qui se soucie de ce que pensent les économistes? Les conservateurs ont des élections à gagner et réduire la TPS pourrait être la clé pour les gagner», écrit-il. Abaisser la TPS est psychologiquement plus efficace que les éternelles promesses de baisses d'impôt. En plus, cela permet de mettre les libéraux sur la défensive. Eux qui avaient promis de l'abolir se retrouvent dans le rôle de défenseurs et associés à Brian Mulroney.

Même si Chantal Hébert, du *Toronto Star*, compare

le spectacle de l'annonce à un commercial plutôt qu'à un exposé digne de l'économiste qu'est M. Harper, elle souligne combien le geste est astucieux. Peu importe les mérites de cette promesse en matière de politique publique, ce sont ses qualités électorales et politiques qui détermineront son succès. Les conservateurs ont aussi réussi à transformer une taxe qu'ils ont créée et qui les a un jour coulés en un avantage, et ce, simplement en s'engageant à la diminuer. En plus, cela leur a permis de prendre l'avantage dans la campagne après une semaine passée à imposer l'ordre du jour. La chroniqueuse voit toutefois un danger à l'horizon. «Lors des dernières élections, les conservateurs avaient de la difficulté à chanter à partir du même recueil de chansons. Cette année, c'est la détermination de Harper d'agir en soliste qui pourrait provoquer des fausses notes.»

Mais au bout du compte, un bilan de la première semaine de campagne dans le *Globe and Mail* soulignait combien Harper avait pris les commandes. Fait à noter, il n'était déjà plus question des mariages gays.

Paul Martin devait ronger son frein, lui qui n'a alimenté la machine à commentaires qu'au tout début de la campagne avec son insistance à vouloir faire campagne au Québec sur l'unité canadienne. Chantal Hébert, du *Star*, et John Ibbitson, du *Globe*, pensent que le chef libéral ne cherche qu'à rallier les fédéralistes québécois et à arracher des sièges en Ontario. Ce qui, croit Ibbitson, rendra une fois de plus les gens de l'Ouest furieux. Selon les deux journalistes, Martin se rabat sur l'unité canadienne car il n'a plus d'autre carte qui l'avantage face à Harper. C'est le seul domaine, selon tous les sondages, où les Ontariens font davantage confiance aux libéraux qu'aux conservateurs. Donc, ajoute Ibbitson, c'est le seul enjeu avec lequel les libéraux peuvent espérer faire peur au monde. La remontée de la ferveur souverainiste est attri-

buable en partie au scandale des commandites, donc aux libéraux, notent les deux chroniqueurs. Ils trouvent la stratégie dangereuse pour le pays. Ibbitson pense qu'il elle ravive les tensions et joue le jeu des bloquistes. Et si les libéraux devaient se heurter à un mur au Québec, que faudrait-il conclure?

Paul Martin est aussi aux prises avec une controverse toute libérale à propos du candidat-vedette Michael Ignatieff. Les libéraux se défendent de l'avoir parachuté dans Etobicoke-Lakeshore, mais les dirigeants du parti ont si bien trituré les règles de mise en candidature que personne n'a pu se conformer aux exigences, à part... Ignatieff. Même s'il vivait encore cet automne à Boston et les deux autres intéressés, eux, dans le comté. Ignatieff fait aussi l'objet d'une fronde de la part de l'importante minorité ukrainienne locale pour des écrits qui semblent toutefois avoir été mal interprétés. Mais le plus intéressant dans tout ça reste des faits mis en lumière par Susan Delacourt, du *Toronto Star*. Elle relève qu'Ignatieff est vu par certains comme un successeur potentiel de Martin. Or, même s'il semble avoir la bénédiction du chef libéral, ceux qui poussent l'universitaire à se lancer en politique ne sont pas ceux qui ont orchestré l'arrivée au pouvoir de Martin. Delacourt, qui a écrit un livre décrivant la campagne de Martin contre Chrétien, se demande si on n'est pas en train d'assister à l'émergence d'une fronde similaire, mais contre Martin.

Jack Layton, lui, n'a soulevé aucune vague. Gilles Duceppe, par contre, a fait jaser avec son idée d'équipe de hockey québécoise. Le *Toronto Star* y est même allé d'un éditorial. Pourquoi pas alors une équipe torontoise ou ontarienne? «Peu importe combien Duceppe le souhaite, quand on en vient au sport national du Canada, le Québec n'est tout simplement pas distinct», conclut le quotidien.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

En marge de l'assemblée annuelle du Conseil de presse
et du congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec

L'impact de l'infotainment

RAYMOND CORRIVEAU
Président du Conseil de presse
du Québec*

La capacité d'information est aujourd'hui exceptionnelle. Des journalistes font des enquêtes qui changent le cours des décisions gouvernementales, d'autres se prononcent ouvertement contre certaines positions affichées par les propriétaires d'entreprises de presse et nous pouvons assister en direct à une commission d'enquête qui interroge sévèrement l'agir gouvernemental.

Les entreprises de presse investissent des sommes importantes aussi bien dans leur service de nouvelles que dans la mise à jour de leurs infrastructures afin de maintenir une offre de qualité à tous les utilisateurs de médias. Tout cela témoigne d'une maturité exceptionnelle des grands acteurs médiatiques du Québec.

Certaines tendances troublent toutefois ce miroitement paisible de la situation actuelle.

Depuis un moment déjà, on nous annonce la mutation fondamentale de notre organisation sociale en société de l'information. Les premiers penseurs postmodernes ont formulé une autre version de ce même monde. Dès les années 80, Guy Debord prédit plutôt l'arrivée de la société du spectacle. En fait, les deux conceptualisations semblent se chevaucher, mais pas toujours dans l'intérêt du public ayant droit à une information juste et de qualité.

Il arrive que les capacités technologiques en viennent presque à surdéterminer les contenus. Les exigences de la couverture en direct laissent bien peu de temps à l'examen ou à l'analyse, par exemple. Les artisans doivent alors redoubler de prudence afin de ne pas devenir la victime des moyens qui les portent.

Mais là où nous devons faire un sérieux effort de réflexion, là où un questionnement s'impose, c'est dans le phénomène d'attraction des auditoires en utilisant un amalgame parfois douteux d'information et d'amusement maintenant appelé *infotainment*.

Tendance lourde

L'*infotainment* décrit une tendance lourde qui va du *soft news*, donc la focalisation sur une actualité superficielle, à la commercialisation proprement dite de l'information comme de sa mise en forme.

Par *soft news*, on entend une attention médiatique portée sur des événements superficiels ou, pire encore, des événements sérieux superficiellement abordés qui se mélangent dans le sensationnalisme, sans oublier que certains sujets sont loin de s'inscrire dans une perspective de pertinence sociale. Dans cet univers, l'information socialement nécessaire laisse souvent trop de place au spectacle et à l'humeur d'animateurs-vedettes.

L'information, le *hard news*, en contrepartie, se veut strictement redevable au temps. Non qu'elle ne puisse pas s'échelonner dans le temps mais bien qu'elle doive atteindre, par intérêt social, la sphère publique le plus rapidement possible. Les *hard news* arrivent par contre à se définir difficilement au chapitre du contenu car l'intérêt public demeure un domaine difficile à circonscrire: presque toutes les thématiques peuvent s'y engouffrer. Le traitement fait toute la différence: on tente de diversifier les sources et les points de vue, on analyse le sujet grâce à des personnes-ressources ou des journalistes spécialisés, bref, la production de sens domine sur la production d'une «émotion».

Assez curieusement, le débat entre les tenants de l'*infotainment* et ceux qui privilégient les *hard news* n'a pas vraiment lieu, en ce sens que les premiers le pratiquent et que les seconds ne peuvent que commenter. Ce sont deux mondes qui ne communiquent pas entre eux.

Le magazine *Le Trente* s'est intéressé une première fois à cette problématique dans son numéro consacré au mélange des genres journalistiques. Retenons particulièrement deux contributions, d'abord l'explication faite par Pierre Vennat sur l'intrusion du marketing dans la logique de l'information. Il explique toutes les avenues prises par le marketing pour «encadrer» le monde de la nouvelle. Sans être automatiquement malmenée, la nouvelle devient assujettie, estime-t-il, à la logique de mise en marché de l'information. Cette formule, souvent rentable, se réalise dans l'assentiment populaire.

David Longpré participe au *Trente* comme enseignant aux futurs journa-



Infoman lui-même, Jean-René Dufort, un des nombreux visages de l'infotainment.

SOURCE RADIO-CANADA

listes. Il apporte un éclairage complémentaire sur ce phénomène. Il documente la confusion, voire la désorganisation intellectuelle que produit le mélange des genres chez ses étudiants.

Si les futurs journalistes entretiennent une confusion sur leur rôle et leurs fonctions futures, malgré la présence régulière de formateurs pour corriger le tir, qu'advient-il du citoyen ordinaire? Cette question nous laisse songeurs sur l'effet de la confusion des genres et notamment celui de l'*infotainment* sur le grand public.

Des critiques

Le phénomène de l'*infotainment* prenant de l'ampleur, il ne pouvait certes pas être épargné par la critique. Aux fins de l'argumentation, limitons-nous à certaines d'entre elles.

News Flash de Bonnie Anderson, auteure et journaliste, parle de la disparition d'une tradition rigoureuse du journalisme au dépend d'une information gouvernée par l'industrie du divertissement. C. Page, chroniqueur au *Chicago Tribune*, avec un titre non équivoque, *Infotainment Shrinks the News*, termine son propos en espérant que cette formule finira par attirer de nouveaux auditeurs au monde de l'information.

Ce postulat, souvent invoqué par les adeptes du divertissement de l'information, est pourtant contredit par une étude de Thomas E. Patterson, professeur à Harvard à la Kennedy School of Government. Le divertissement de l'information attire peut-être quelques nouveaux auditeurs à court terme, dit-il, mais cela se fait non seulement au détriment d'une déperdition d'auditoire sérieux mais aussi d'une perte sévère de crédibilité et de légitimité des organismes de presse. En fait, il arrive à formuler le constat, repris dans plusieurs ouvrages, que les médias sous

cette tendance lourde participent finalement à l'érosion du processus démocratique et au désintéressement des électeurs à la chose politique.

Si les propos de Patterson peuvent surprendre, nul ne peut ignorer le jugement sévère du milieu artistique envers le monde de l'information dans la dernière parution du *Trente* aussi bien que la condamnation sans appel des lecteurs de *La Presse* du 6 octobre dernier: lassitude des excès de l'*infotainment*, biais potentiel de la nouvelle, mais aussi questionnement plus profond. Plusieurs de ces lecteurs pourraient s'inscrire dans la pensée d'un Rifkin, qui déclare que la vie ne doit pas être qu'une expérience commerciale.

Pour sa part, dans son ouvrage intitulé *Télémorphose*, Jean Baudrillard laissera de côté les attaques sur la superficialité proposée par l'activité télévisuelle pour emprunter une critique plus radicale: il parle du long terme, d'une démarche globale de désocialisation. Mais dans l'industrie des médias, dans la situation actuelle, qui peut s'offrir une perspective à long terme? Le rendement ne se conjugue plus sur le long terme.

Et ici

Il serait faux, par contre, de dire que le monde de l'information est monolithique à l'endroit de l'*infotainment*. Des questions bien concrètes ont été posées par nombre d'éditorialistes et de chroniqueurs d'ici sur les dangers de la partialité de la nouvelle et de son traitement lorsque des paramètres exogènes à l'information sont pris en considération. Qu'arrive-t-il de la recherche des faits, de la perspective équilibrée de l'information, du danger de conflits d'intérêts?, ont-ils demandé. Il devient de plus en plus difficile de justifier l'investissement de sommes importantes pour produire une infor-

mation rigoureuse et de voir s'établir une concurrence basée sur la frivolité ou, pire encore, sur l'insulte.

Tous comprendront que dans un tel contexte, la mission du Conseil de presse, soit le maintien du droit du public à une information juste et de qualité, n'est pas une mince affaire. Comment écouter et donner suite aux arguments des uns sans empiéter dans le droit de gréance des autres?

Notre rôle n'est pas non plus de définir les nouvelles formes télévisuelles. Mais comment pouvons-nous accepter la marchandisation de la nouvelle sans brader les principes qui justifient notre propre existence? La séparation en deux réalités qui n'arrivent pas à se rejoindre est peut-être plus préoccupante que l'antagonisme même des positions exprimées. Comment pouvons-nous, comme institution sociale, diminuer ce clivage, comment pouvons-nous réussir à faire cohabiter ces deux mondes?

La réponse n'est ni simple ni rapide, elle est sans doute processuelle. Nous devons exercer la fonction d'un tribunal d'honneur, certes, mais ne devons-nous pas aussi être ce dont nous sommes constitués, c'est-à-dire des citoyens d'origines et d'intérêts divers qui réfléchissent et analysent la pratique de l'information. Le Conseil de presse doit agir comme moteur de dialogue sur ces questions. Que nous en prenions conscience ou pas, nous sommes depuis toujours un lieu d'échange, notre constitution tripartite l'impose.

* Ce texte, publié dans le Rapport d'activités 2004-05 du Conseil de presse, n'est pas l'expression d'une position officielle du conseil, n'étant pas soumise à l'approbation de son conseil d'administration, mais une position personnelle de son président.



Denise Bombardier

Se bercer d'illusions

On aime croire, dans le microcosme québécois, que nous sommes une société ouverte, affranchie autant de ses démons que de ses contraintes passées, que nous représentons d'une certaine manière le fer de lance du progrès comportemental. Dans le vocabulaire du jour, on dit qu'on est cool, pas pogné, pas macho, pas scandalisable, bref, libéré en attendant d'être libre. On n'écœure personne et notre morale se résume à une phrase: «Si c'est bon pour toi, fais-le.» D'autres diraient que nous sommes des parvenus de la tolérance, ce qui expliquerait notre difficulté à accepter les discours qui ne cadrent pas avec notre nouveau paradigme de la tolérance absolue.

Il faut pratiquer quelque peu le débat et la polémique pour découvrir la fausseté de ce discours léni-fiant. Les intolérants, les «toé, tais-toé» si chers à Maurice Duplessis, sont légion. Internet leur sert efficacement de canal d'épanouissement de leur venin qui masque bien mal leur pleurerie. A court d'arguments, ils se rabattent sur les lieux communs de l'insulte, à savoir le physique ou le caractère de la personne qu'ils tentent de blesser faute de pouvoir la convaincre intellectuellement de ce qu'ils n'arrivent pas à faire par ignorance ou par aveuglement.

Depuis quelque temps, nous sommes nombreux dans les médias à constater une nette aggravation des attaques dont on peut être la cible lorsqu'on fait métier d'émettre des opinions ou de susciter la controverse. Les faits divers d'une société lui servent toujours de révélateurs. Les faits divers sont un enseignement qui permet de comprendre les courants sociaux. La façon dont les gens se suicident, par exemple, donne des clés pour comprendre la société. La pendaison, la défenestration et la noyade renvoient à des caractéristiques sociales particulières. De même, le genre d'attaques auxquelles on fait face est un révélateur.

On me permettra ici de citer ma propre expérience. De trop nombreux lecteurs ou téléspectateurs mettent en avant mes supposées frustrations sexuelles pour expliquer à leurs yeux l' inexplicable, c'est-à-dire le fait que je ne pense pas comme eux voudraient que je pense. Difficile d'imaginer des collègues mâles, y compris les plus extrémistes du genre Jeff Fillion, se faire taxer de mal baisant ou, plus brutalement, d'impotents sexuels pour expliquer leurs prises de position. Et ceux qui se bercent de l'idée que ces commentaires sont uniquement le fait des hommes se trompent. Une proportion renversante de femmes use de ces attaques. Comme quoi l'intelligence qu'on accorde à une femme demeure antinomique d'une tenace et honteuse conception de la féminité.

Que dire aussi de l'argument de l'âge, dont on use et abuse en oubliant que personne n'y échappe? Et que signifie cette insulte — car, dans la bouche de ceux qui l'utilisent, c'en est une — lorsqu'elle s'adresse à une femme? Une jeune chroniqueuse, dont je tairai le nom car elle ne rêve que de notoriété, a déjà écrit dans son journal que la ménopause était à l'origine de mon opposition au mariage gai, oubliant que l'odieux argument hormonal pouvait s'appliquer à toutes les femmes victimes du syndrome prémenstruel. Or on imagine sans peine les hauts cris de cette dernière et de ceux qui pratiquent ce genre d'anathèmes contre les «vieux» et, dans ce cas, les «vieilles» si on leur rendait la pareille. Depuis quand les jeunes cons se transforment-ils en vieux sages? En ce sens, l'âge n'a aucune vertu particulière, la jeunesse comme la vieillesse ne représentant que des étapes chronologiques dans des vies plus ou moins actives, rigoureuses ou insignifiantes et velléitaires. «Décollez, prenez votre retraite»: voilà le type de suggestions auxquelles on doit obtempérer faute de conformer nos idées et nos points de vue à ceux des nouveaux bien-pensants qui croient que le progrès se résume à se classer dans le groupe majoritaire des sondages d'opinion. Ce conformisme-là, ceux qui s'en réclament l'assimilent à la pensée en marche vers l'affranchissement final. Ils ignorent que la vie intellectuelle se déroule dans l'inconfort, le doute, la remise en cause permanente, loin des tendances populaires, en dehors des références de classes, d'âge, ou d'argent.

Puisque la poussière est retombée, pouvons-nous revoir un moment le cas de Pauline Marois? «Trop vieille, trop riche, trop ambitieuse» pour son parti et sans doute pour le Québec en «jeunissement». Eût-elle été accablée de la sorte étant un homme? La question mérite d'être posée. Si tant de gens trouvent que les femmes de tête et d'ambition ne sont pas «baisables» (et qu'on excuse ici la grossièreté de l'expression dont on les affuble), c'est que les mentalités changent moins vite qu'on le prétend sur toutes les tribunes officielles. Enfin, ce «toé, tais-toé» est un retour aux sources qu'on prétend tarier, et cette prétention est le frein le plus efficace à la maturité intellectuelle sans laquelle les quelques vérités fondatrices d'une société ne peuvent triompher.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Clairendrée Cauchy (Grémirat), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); (relecteurs surnuméraires): Jacques Grenier et Jacques Nadeau, Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relecteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau, (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cinéma), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (cartes vitraux et arts); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire); Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Cornélius et Alec Castonguay (correspondants parlementaires de l'Ontario), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derron, Serge Laplante (Québec), Rachel Roche (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrices adjointes), Mignon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Fillion, Yannick Morin, Nathalie Zemanitz, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adiocette administratives), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

S. Demassé, pope et martyr. BEAU ET PLUS FROID Minimum 27 Maximum 32

LE DEVOIR

"Vous avez une double mission : premièrement, la mission de conserver intact votre héritage religieux et national; deuxièmement, la mission de répandre cet héritage, l'écouter que c'est votre droit de garder votre héritage, et votre devoir de le défendre." Son Exc. Mgr Héloïse Antonietti, délégué apostolique au Canada et à Terre-Neuve.

VOLUME XXXIX — No 289

MONTREAL, SAMEDI, 11 DÉCEMBRE 1948

Cinq sous le numéro

4 DÉCEMBRE 1948

La prière ou la bombe atomique?

La paix a mauvaise presse. Ceux qui la préconisent passent pour des peureux, des isolationnistes, presque des traîtres; en tout cas, ce sont des gens qui ne savent pas voir les réalités et s'y accommoder.

Si on déployait, pour faire la paix, le dixième de la patience et de l'énergie qu'on emploie pour mener la guerre, on aurait peut-être des chances d'arriver à quelque chose.

C'est la Russie qui est un obstacle à la paix? Peut-être dans une large mesure. Pas exclusivement cependant, car les nations occidentales ont bien quelques peccadilles sur la conscience.

Nous, les nations occidentales, devons accepter les conséquences de nos erreurs politiques vis-à-vis de la Russie. A Yalta, à Téhéran et à Potsdam, nous avons partagé avec elle le monde en zones d'influence; nous lui avons cédé la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Mandchourie, la Corée du nord.

Nous avons fait la guerre de 1939 pour réparer les erreurs de la paix de 1918. Ferons-nous la guerre en 1949 pour réparer les erreurs des ébauches de paix de 1945? Et il en sera ainsi indéfiniment?

Nous avons fait un mauvais marché avec la Russie? Tant pis, avalons notre pilule. Mais n'essayons pas de briser notre marché, car le désordre qui en résulterait serait plus grand que celui que nous voulons détruire.

Quant aux pays qui ont échappé à l'emprise communiste, aidons-les à se relever le plus vite possible. Le moyen le plus efficace de combattre le communisme en France, en Italie, en Grèce, c'est de donner du pain et du travail aux Français, aux Italiens, aux Grecs, à tous ceux qui ont faim et qui sont désœuvrés.

Aider les nations qui ont souffert de la guerre, toutes également. Non pas bourrer les uns et laisser crever les autres. Il faut aider les Anglais, les Français, les Belges, les Hollandais, les Italiens, les Allemands, les Grecs, et les autres, et cela sans leur mettre un fil à la patte.

Une chose paraît bien assurée: à mesure que le niveau de vie des nations de l'Europe occidentale se relèvera, la menace communiste s'estompera. Elle ne disparaîtra pas, car le communisme est né avec le capitalisme: il en est le chancre. Il disparaîtra avec lui.

Mais le communisme comme menace immédiate à l'intérieur des nations occidentales sera en recul, parce que le bouillon de culture dans lequel il prolifère, la misère, sera aussi en régression.

Puis il faudra opérer des réformes de structure dans l'économie des nations dites capitalistes. Le grand phénomène des XIXe et XXe siècles c'est la montée incessante du prolétariat. Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, c'est un fait réel et inéluctable. Il faut le voir et s'en accommoder.

Et ce n'est pas par des réformes de détail qu'on donnera satisfaction aux réclamations des travailleurs: un peu plus de salaire, un peu moins de travail, quelques bénéfices en maladie ou en accident, même une participation dans les profits. Ce à quoi le travailleur aspire plus ou moins confusément, c'est une participation dans la direction de l'entreprise dans laquelle il travaille, avec partage des risques comme des fruits. C'est cela que veut faire entendre Quadregesimo Anno quand elle recommande de "tempérer le contrat de travail par un contrat de société".

Une telle solution est à égale distance du capitalisme et du socialisme. Pour combattre les excès du capitalisme, les uns se croient forcés d'adhérer, à la formule socialiste. Pour combattre le communisme, les autres ne trouvent rien de mieux que le capitalisme. Et on se tire à l'arc entre la droite et la gauche.

Le salut du monde n'est ni à droite ni à gauche, il est en avant. Si les hommes mettaient, à traduire dans les faits la doctrine sociale chrétienne, le dixième des efforts qu'ils font à pourfendre verbalement le communisme, la société serait vite vaccinée contre ce fléau. Mais il est beaucoup plus simple d'attribuer tous les torts à l'autre: cela dispense de se corriger soi-même.

Puis il y a la promesse de la Vierge aux trois petits enfants de Fatima: "Si le monde prie, la Russie se convertira". Nous avons le choix entre la prière et la bombe atomique pour établir la paix. Laquelle choisirons-nous?

Gérard FILION

4 DÉCEMBRE 1948

On tourne à Saint-Pie

Plusieurs interprètes et les techniciens d'Un homme et son péché, une production de Paul L'An-

glais, réalisée par Paul Gury, se sont rendus hier à Saint-Pie pour tourner une des scènes les plus belles et les plus émouvantes du film: le passage du Très Saint Sacrement.

Un homme se meurt. Le prêtre accourt à son chevet. Il s'en va lui administrer les derniers sacrements.

On entend d'abord le grêle tintement d'une clochette et le pas lourd et lent d'un cheval.

Puis on voit venir le prêtre portant sur lui le Saint Viatique.

Ceux qui parlaient dans la rue se sont tus. La voiture approche. [...] Les hommes se découvrent. Avec respect, ils s'agenouillent. Silence complet. C'est le bon Dieu qui passe.

Voilà une autre de nos belles coutumes canadiennes que le scénariste Claude-Henri Grignon fait revivre dans le film Un homme et son péché, de Québec-Productions.

Recherche et adaptation Pierre Rousseau

FORUM CE SOIR A 8,30 HOCKEY PROFESSIONNEL CHICAGO CANADIENS... BILLETTS DE \$1.50 EN VENTE A 10 H. A.M. BILLETTS DE \$1.25 EN VENTE A 7 H. P.M. A L'ENTREE DE LA RUE SAINT-LOUIS... DIMANCHE, 12 DEC., A 2 H. 30 P.M. LIGUE DE HOCKEY SENIOR VALLEYFIELD ROYALS... DIMANCHE, 12 DEC., A 8 H. 30 P.M. LIGUE DE HOCKEY JUNIOR ROYALS CANADIENS

10 DÉCEMBRE 1948

L'Assemblée des Nations Unies interdit le crime de génocide

Paris, 10 (A.P.) - L'Assemblée des Nations Unies a adopté à l'unanimité un accord qui interdit le "génocide", c'est-à-dire l'extermination en masse de tout groupement national, racial ou religieux.

Ce vote représente une victoire personnelle pour l'auteur de l'expression et de la proposition, le Dr Raphael Lemkin, ancien prisonnier des camps d'internement nazis et maintenant professeur de droit international à l'Université Yale.

L'Assemblée a aussi ratifié une motion invitant la commission de droit international à étudier le projet de créer un tribunal mondial spécial pour juger les coupables du crime de génocide [...].

11 DÉCEMBRE 1948

Société canadienne de la Croix-Rouge

Division de la province de Québec

Les 11 et 12 décembre les clergés de tous les cultes à Montréal demanderont à leurs ouailles d'appuyer le Service Gratuit de Transfusion de Sang qu'introduira prochainement à Montréal la Croix-Rouge canadienne.

[...] Les volontaires qui s'engagent présentement seront applaudis au commencement de janvier.

Peu après, si les enregistrements sont satisfaisants, la Croix-Rouge pourra donner gratuitement aux hôpitaux montréalais du sang nécessaire pour les transfusions gratuites.

Plus tard, le reste de la province sera inclus dans le plan. L'objectif de donateurs à Montréal est d'au moins 100,000 par année. [...]

10 DÉCEMBRE 1948

Autre campagne contre ce mythe

Une légende stupide qu'il faut faire disparaître: celle du "Père Noël"

Les notes qui suivent sont extraites du bulletin mensuel de l'exécutif d'Etat des Chevaliers de Colomb de la province de Québec, volume 1, no 9, décembre 1948.

Un grand nombre de nos conseils, aidés des mouvements d'action catholique et d'autres associations du même genre, ont entrepris, il y a une couple d'années, une campagne ayant pour but de faire disparaître de nos fêtes du temps de Noël ce personnage fictif auquel on donne le nom de "père Noël".

Cette campagne a pour but de substituer à cette pratique païenne l'admirable et douce légende du "Petit Jésus", modèle parfait des petits enfants bien sages et par l'entremise de qui ces derniers reçoivent cadeaux, jouets et bonbons, à l'occasion de cette grande fête de la vie catholique.

Au conseil 960 de St-Hyacinthe, ce changement s'est opéré, il y a déjà quelques années, sans aucune difficulté, et dans les admirables cérémonies que, à l'instar de la plupart de nos conseils de cette province, le conseil 960 organise chaque année, il n'est plus jamais question de ce prétendu "père Noël" qui, chaque année, vient s'installer en intrus dans un trop grand nombre de nos foyers et même de nos principaux établissements commerciaux.

Nous avons trop d'autres merveilleuses légendes à conserver pour adopter et planter chez nous des légendes bien peu intéressantes qui nous viennent d'autres pays, et il appartient aux milieux catholiques d'accomplir leur devoir dans ce domaine comme dans tous les autres. Et, en cette matière, les Chevaliers de Colomb, comme gentilshommes catholiques, se doivent de protester contre ces travers, cette déformation stupide, et surtout d'agir.

11 DÉCEMBRE 1948

Première charte mondiale des Droits de l'Homme

Elle a été adoptée hier soir à Paris

Paris, 11 (A.P.) - La première déclaration universelle sur les Droits de l'Homme a été adoptée hier soir par les 48 membres de l'Assemblée des Nations Unies, proclamant la liberté et l'égalité pour tous.

Le document a été approuvé malgré l'opposition russe [...].

Le vote a été de 48 à 8 avec huit abstentions. Le Canada a voté en faveur de la déclaration après que M. L. B. Pearson, ministre canadien des affaires extérieures, eut déclaré à l'Assemblée que son gouvernement n'avait pas l'intention de déroger aux procédures par lesquelles nous avons édifié notre propre code sous notre propre constitution fédérale pour la protection des droits humains. [...]

M. Pearson a dit: "Tandis que nous sommes prêts à souscrire à la déclaration générale de principes... dans cette déclaration nous ne voulons pas suggérer que nous avons l'intention de déroger aux procédures par lesquelles nous avons édifié notre propre code sous notre propre constitution fédérale pour la protection des droits humains". [...]

Durant le violent débat qui a précédé l'adoption de la déclaration, M. Andreï Y. Vishinsky, sous-ministre russe aux affaires extérieures, a soutenu que ce sont les chefs des puissances de l'ouest, non Hitler, qui doivent être blâmés pour la deuxième Grande Guerre. Le fier délégué russe a dit que "la Grande-Bretagne, supportée par les Etats-Unis, avait tout fait pour ouvrir la porte aux attaques de Hitler contre la Russie".

"La cause de la deuxième guerre mondiale, dit-il, n'est pas tant Hitler que les chefs de la France et de la Grande-Bretagne, supportés par les Etats-Unis".

Mentionnant Edouard Daladier et Neville Chamberlain par leurs noms, Vishinsky a déclaré avec force que ces hommes avaient "aidé à la militarisation des forces hitlériennes et préparé l'agression allemande contre l'Est".

L'accord de Munich, a-t-il ajouté, a ouvert la route à la guerre. A la fin de son discours, M. Vishinsky a demandé que l'on approuve la résolution soviétique pour la suspension de la déclaration sur les Droits de l'Homme jusqu'à la prochaine réunion régulière de l'Assemblée, en septembre 1949.

L'Assemblée a rejeté la proposition soviétique par un vote de 45 à 6, avec trois abstentions.

Le délégué russe avait ouvert le feu du bloc slave contre la déclaration, jeudi soir. Le délégué américain, Mme Franklin D. Roosevelt, lui avait répondu plus tard, lui demandant de coopérer et d'accepter le désir de la majorité.



Mme Eleanor Roosevelt tenant la Charte des Droits de l'Homme.

Aujourd'hui, un représentant de la Pologne a déclaré que Mme Roosevelt était l'outil du fascisme.

Le délégué Julius Katz-Suchy a aussi attaqué le système de travail canadien en affirmant qu'il gardait les immigrants polonais en demi-esclavage.

Les délégués qui ont parlé avant moi, dit-il, ont parlé de communisme, "marché de l'esclavage". Parmi eux, il y avait M. L. B. Pearson, ministre canadien des affaires extérieures du Canada et chef de la délégation canadienne.

J'aimerais attirer l'attention du représentant canadien sur quelques faits qui nous intéressent au Canada, dit M. Katz-Suchy.

Il cita le cas de 325 Polonais "gagnant \$3 par semaine et vivant entassés les uns sur les autres dans des baraques, mangeant de la mauvaise nourriture, n'étant pas vêtus, engagés pour un contrat d'un an".

"Est-ce de l'esclavage ou non?" demanda le délégué polonais.

Il fit ensuite allusion au "manufacturier "Dyon" qui a engagé des jeunes filles à des salaires d'esclavage et qui les garde sous séquestre, ne leur permet-

tant de sortir qu'une fois par semaine, les exploitant et les faisant travailler 12 heures par jour".

Pour terminer, le délégué polonais a dit que le Canada se servait des trésors que la Pologne avait envoyés ici durant la guerre, comme "arme politique".

Les principaux points de la charte

Les principaux points de la charte qui compte 30 articles sont :

Le préambule dit: "la reconnaissance de la dignité inhérente des droits égaux et inaliénables de la famille humaine est le fondement de la justice et de la paix dans le monde".

L'article deux dit: toute personne a droit, sans distinction de quelque sorte que ce soit telles que race, couleur, sexe, langue, origine nationale ou sociale, aux droits et aux libertés établis.

L'esclavage est prohibé, "personne ne doit être soumis à la torture" et tous sont égaux devant la loi.

L'intimité du foyer est maintenue. La liberté de mouvement à l'intérieur d'un pays et le droit de voyage à l'extérieur sont prévus.

Le droit à la propriété est garanti.

"Toute personne a le droit de la liberté de penser, de conscience et de religion". La liberté d'opinion et d'expression et la liberté d'assemblée sont incluses.

Les autres droits inclus sont le droit au travail et le libre choix de l'emploi; la protection contre le chômage, le droit d'union; et le droit pour chacun d'avoir un niveau de vie "adéquat pour la santé et le bien-être de sa famille et de lui-même".

"Tous les enfants nés dans ou hors du mariage doivent avoir la même protection sociale".

Le droit des inventeurs, scientifiques, auteurs et artistes est protégé.

L'honneur et la personnalité de l'individu sont protégés, le droit d'asile pour les persécutés est reconnu.

Hommes et femmes ont le même droit dans le mariage et dans le divorce.

La charte prévoit aussi les droits à la liberté d'éducation, au repos et à une limitation raisonnable des heures de travail avec des congés périodiques avec paye.

L'article 27 est une concession à la souveraineté nationale.